



Le fondamentalisme Juif en Israël

Mémoire de géopolitique

du lieutenant-colonel Jacques LE VEZOUET

dans le cadre du séminaire

« Géopolitique et religions »

Directeur : Monsieur Aymeric CHAUPRADE

Avril 2003

Sommaire

1 / La conception du monde du fondamentalisme juif

Le cadre géopolitique et religieux

Une société cosmopolite

Quelques définitions

Les racines historiques du fondamentalisme Juif

Le fondamentalisme moderne

La position du sionisme religieux

Les différents expressions du fondamentalisme Juif

Le fondamentalisme Kahane

Le fondamentalisme Haredi

Le fondamentalisme Emuniste

Les partis fondamentalistes

2 / L'influence du fondamentalisme en Israël

Sur le plan politique

Le fondamentalisme et la démocratie

Le débat sur la nature même de l'Etat

La sacralisation d'Israël

La politique, un outil du prosélytisme fondamentaliste

L'arme du bulletin de vote

Sur le plan social et culturel

La constitution d'une contre-société

Une organisation efficace

Un facteur de déstabilisation

Introduction

Intégristes catholiques, Ultra-orthodoxes juifs, fous de Dieu musulmans... Le radicalisme religieux fait la une de l'actualité. S'accompagnant, en Algérie, en Iran, en Afghanistan, en Inde et au Pakistan de guerres civiles et d'extrêmes violences, le fanatisme utilise parfois, pour se faire entendre, les pires formes du terrorisme.

L'Etat d'Israël, quant à lui, se trouve à un tournant. Sa société a beaucoup évolué en 50 ans d'existence et tend à se scinder en deux grandes tendances, l'une religieuse et l'autre non-religieuse.

Les mentalités d'une grande partie de la population israélienne, principalement des jeunes, ont évolué jusqu'à adopter un mode vie à l'occidentale, basée sur les loisirs et favorisée par le développement économique du pays. Pour une grande partie des Israéliens, la place occupée par la religion juive se fait moins présente et le respect du Shabbat (le jour chômé), par exemple, est moins observé. Il n'est, en effet, pas rare que les cinémas, les restaurants ou les boutiques soient ouverts le samedi et l'appel de la plage se fait parfois plus sentir que celui de la synagogue. Certains observateurs avancent le terme de laïcisation pour qualifier ce phénomène. Le judaïsme contemporain est le produit d'une histoire plurimillénaire complexe. Il est naturellement divers et susceptible de développer, dans certains contextes, des réactions « fondamentalistes ».

Ainsi, en parallèle de cette première évolution, on constate l'apparition d'une nouvelle société ultra-orthodoxe et engagée dans un processus d'enfermement sur elle-même, qui s'accompagne, en partie, d'un mouvement en faveur d'un camp ultra-nationaliste, d'intégrisme religieux.

A ce titre, le goût des médias pour les images simples n'est pas sans contribuer à entretenir dans l'opinion l'idée qu'il y a bien des formes d'intégrisme juif et que le judaïsme peut être considéré comme étant intrinsèquement un intégrisme.

Il est vrai que lorsqu'il s'agit d'illustrer tel discours sur le judaïsme, voire sur Israël, le réflexe le plus courant est de montrer quelques Juifs à barbes, en papillotes et costume traditionnel et quelques Juives en manches longues, bas épais perruques et foulards. Voilà du pittoresque qui isole volontiers le propos et enferme les Juifs dans une collectivité plus ou moins uniforme. Le judaïsme prend alors facilement l'allure d'un passéisme et d'un obscurantisme.

Et le tableau est complet quand se superpose une présentation insistant lourdement, par exemple, sur des pratiques alimentaires¹ qui semblent destinées à éviter toute convivialité avec les non-Juifs, ou sur la gestion juive du temps, tel que le repos absolu du Shabbat qui empêche les Juifs de travailler mais aussi de rouler en voiture ou de répondre au téléphone un jour de la semaine, le samedi, alors que le reste de la population demeure actif...

A l'inverse, certains sont parfois tentés de répondre en soutenant que le judaïsme « authentique » serait en fait immunisé contre toute tentation intégriste. Privé de toute hiérarchie ecclésiastique unifiée, il serait alors à l'abri du verrouillage institutionnel. Réticent au prosélytisme en direction des Gentils², il renoncerait, par principe, à l'hégémonie universelle, et, fondé sur une pratique plutôt que sur des dogmes, il chercherait à façonner moins les consciences que les comportements.

Aucun de ces deux stéréotypes ne saurait rendre compte d'un réel beaucoup plus complexe.

Aussi paraît-il particulièrement opportun, afin de comprendre au mieux la situation, d'étudier le fondamentalisme juif, ce mouvement religieux qui joue un rôle actif et influent dans la société israélienne. Tel est le sujet du présent mémoire. La première partie sera consacrée, d'une part, à la définition du cadre géopolitique et religieux en Israël et d'autre part, aux fondements de ce mouvement parfois inquiétant et difficile à déchiffrer. Dans la deuxième partie, nous analyserons l'influence du fondamentalisme tant sur le plan politique que social et culturel pour en dégager les lignes de force actuelles et futures.

¹ la Kashrout.

² les non-Juifs, les Goy.

1 La conception du monde du fondamentalisme juif

1.1 Le cadre géopolitique et religieux

1.1.1 Une société cosmopolite

A la fin du dix-neuvième siècle, un écrivain juif polonais, Théodore Herzl, tire les enseignements de l'échec du processus d'intégration des Juifs de la Diaspora dans leurs différents pays d'accueil et devient le fondateur du mouvement sioniste. Il formule, le premier, l'idée d'un Etat juif. En 1897, est fondée l'organisation sioniste mondiale, faisant suite aux pogroms que connaît la Russie et à la crainte d'une dilution de l'identité juive. Elle engendre les premières émigrations vers la Palestine.

La proclamation, en 1948, de l'Etat d'Israël, attendue depuis des millénaires par les diverses communautés juives, accélère les flux migratoires et favorise également la diversification des origines des nouveaux colons.

Entouré par des Etats arabes majoritairement islamiques, notamment l'Egypte, la Syrie et la Jordanie, Israël a, pendant près de cinquante ans, lutté pour sa survie et s'est renforcé au travers des combats et des souffrances. Mais à présent, avec la diminution de la menace aux frontières et les nécessaires concessions avec les Palestiniens, les divisions internes sont de plus en plus apparentes dans la société.

Sur le plan démographique, Israël compte environ 5,5 millions d'habitants. La communauté juive peut être décomposée en trois catégories principales, même si cette présentation peut paraître simpliste, les Juifs ashkénazes, les Juifs séfarades et les Arabes israéliens. Les Juifs ashkénazes, issus pour la plupart d'Europe, ont été à l'origine de l'esprit pionnier des années de construction de l'Etat d'Israël. Ils ont émigré en Palestine au dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle en tant que sionistes convaincus. Ils forment le premier Israël. Le deuxième Israël est constitué par les Juifs séfarades, qui sont des émigrants issus de l'Europe du sud-est, de l'Afrique du Nord ou de l'Asie. Le troisième Israël désigne les Arabes israéliens qui sont, pour la plupart, musulmans sunnites et orthodoxes.

Cet ensemble constitue une caisse d'amplification des rancœurs attachées aux inégalités sociales ou au cadre parfois trop rigide d'accueil des nouveaux immigrants. Il ne peut empêcher la manifestation de profonds clivages au sein de la société, même si la volonté de conserver en Israël des droits similaires pour l'ensemble des citoyens est affichée par la classe politique du pays.

Rappelons, par ailleurs, que les Juifs eux-mêmes se divisent en Juifs laïcs et en Juifs religieux aussi bien en Israël que dans la Diaspora³. De nombreux Juifs ne se définissent que de manière raciale par une origine maternelle juive. A ce titre, ils peuvent, par exemple, professer l'incroyance, voire l'athéisme. Par ailleurs, d'autres Juifs se rangent à une conception globale qui fait appel aux textes sacrés et introduit la référence religieuse dans la vie quotidienne. Il convient de noter que, bien que la distinction religieux/laïcs rigidifie quelque peu une réalité plus complexe, elle a le mérite de tracer une ligne de démarcation entre deux sous-ensembles ayant une masse à peu près équivalente. Les Juifs laïcs et religieux se différencient, tant sur le plan pratique (observance stricte ou régulière contre observance nulle ou irrégulière) que sur celui des rapports entre politique et religion (espace public marqué par le religieux contre espace public neutre).

Enfin, pour compléter cette présentation générale, nous pouvons rappeler que, dans certaines traditions religieuses, le rapport entre la religion et l'appartenance à un peuple est inextricable. C'est le cas pour le judaïsme, qui est à la fois une foi et un mode de vie religieux, qui est né de l'expérience religieuse historique d'un peuple précis et s'exprime par sa mémoire. La religion tout entière est liée aux différentes composantes de l'identité, dans lesquelles l'appartenance à une nation joue un rôle significatif.

Aussi le judaïsme est-il inextricablement lié non seulement à l'appartenance à un peuple mais à la géographie historique de ce peuple. Tel est le contexte dans lequel le sentiment religieux national et le mouvement massif de retour, d'inspiration politique, le sionisme, ont pris racine dans le rapport traditionnel entre religion et Nation⁴. C'est ainsi que le mouvement politique a été essentiellement conduit par des individus qui avaient été façonnés par le monde contemporain et s'y identifiaient au moins autant à leur patrimoine religieux. S'ils ne

³ Cf Religions, le berceau menacé.

⁴ D Rosen ; Le nationalisme et le fondamentalisme religieux.

pouvaient pas se défaire totalement de la tradition religieuse, ils cherchaient à édifier un Etat-Nation moderne où la religion interviendrait le moins possible.

1.1.2 Quelques définitions

Il convient tout d'abord de définir le sens de quelques mots qui seront fréquemment utilisés dans ce mémoire.

« Intégrisme » et « fondamentalisme » sont deux notions qui datent du début du vingtième siècle. La différence entre elles est simple, l'une tire son origine de la religion catholique et l'autre de la religion protestante⁵.

Le mot « Intégrisme » est une désignation polémique formée à partir d'un mot fétiche, « intégral » du catholicisme traditionnel du dix-neuvième siècle et des adversaires du modernisme dans l'Eglise. On parlait ainsi de l'humanisme intégral afin de l'opposer à l'humanisme laïque ou de catholicisme intégral contre les catholiques modernisateurs. Dans les faits, les « intégralistes » devinrent, peu à peu, des « intégristes » sous la plume de leurs adversaires.

Le mot « Fondamentalisme » vient, quant à lui, de la lutte menée par les protestants américains dans les années 20, pour la défense de ce qu'ils appelaient eux-mêmes « les articles fondamentaux de la Foi », au premier rang desquels figuraient la vérité absolue et inaltérée de la Bible.

S'il y a un mot pour les catholiques et un mot pour les protestants, il n'y en a pas pour les Juifs ni les Musulmans. En pratique, en ce qui concerne les Juifs, on utilise, pour qualifier les « Intégristes Juifs », le terme d' « Ultra-orthodoxes ».

Le terme « fondamentalisme » a été appliqué dans les premières décennies du siècle à un courant protestant conservateur qui, face aux dangers représentés par la modernité, entendait revenir aux principes fondamentaux du christianisme dans sa version protestante. Ce retour passait après la revalorisation de la Bible tenue pour l'expression littérale de la vérité divine. Dans les années 1980, le mot a été étendu à tous les courants qui entendaient défendre une tradition religieuse dans son essence inaltérable, tant sur le plan des croyances que des pratiques, et notamment à la religion juive.

⁵ M Gauchet ; Qu'est-ce que l'intégrisme ?

Trois traits essentiels caractérisent ce fondamentalisme :

- une vision holiste qui voit dans la religion une réalité totale embrassant toutes les sphères de la vie ;
- une perception exclusive qui considère le message religieux comme la vérité absolue et indiscutable ;
- une conviction téléologique entretenant la certitude inébranlable que les événements historiques ont un sens univoque rapprochant l'heure de la rédemption spirituelle.

Dans cette acception, le fondamentalisme est bien repérable dans le monde juif contemporain, en Diaspora comme en Israël. En ce sens, les Juifs orthodoxes pourraient constituer ce que certains, en particulier J RosenBlum, nomment l'arme secrète d'Israël afin de consolider son influence sur l'opinion américaine. Ils agiraient comme un lien entre l'Etat hébreu et les dizaines de millions de sympathisants aux Etats-Unis⁶. Le mouvement hassidique Loubavitch comme le Gush Emunim⁷, qui constitue le fer de lance de la colonisation en Cisjordanie, sont entre autres, deux expressions de mouvements qui seront analysés dans le cadre de ce mémoire.

Il convient toutefois de noter que si le fondamentalisme, comme phénomène socio-religieux, a bien partie liée avec le traditionalisme orthodoxe Juif, il ne le recouvre pas tout entier. La réalité est complexe et les fondamentalistes, eux-mêmes, disent ne pas interpréter les textes alors que d'autres considèrent qu'il n'est pas d'interprètes qui ne soient plus étroits et mus par l'idéologie.

Par traditionalisme orthodoxe, nous désignons le mouvement qui apparut, tout d'abord en Europe, au cours du dix-neuvième siècle par réaction à l'avancée de la sécularisation et à l'intégration des Juifs dans les sociétés européennes. Les tenants de ce fondamentalisme se distinguaient entre eux par un rapport variable à la modernité, les plus rigoristes la rejetant totalement, les plus modérés l'acceptant comme adjuvant de la tradition⁸.

Le pôle intransigeant (Ultra-orthodoxe/Haredi) refusait de reconnaître toute légitimité religieuse au sionisme qui était tenu pour une véritable rébellion contre Dieu. Il privilégia, dès

⁶ J Rosenblum ; Orthodox as Israel's secret weapon.

⁷ Bloc de la Foi.

⁸ A Dieckoff ; Les visages du fondamentalisme juif en Israël

lors, une stratégie de réclusion spirituelle en faisant des Yéchivot⁹, ces écoles de l'enseignement, de véritables forteresses de la Foi au milieu d'un monde laïc décadent. L'Ultra-orthodoxie représente aujourd'hui 8% de la population juive et appartient, dans son ensemble, à la mouvance du fondamentalisme puisque le judaïsme y fonctionne comme un système totalisant qui guide toutes les conduites.

A l'inverse, le pôle modéré (Orthodoxe/sioniste religieux) valorisa la participation à l'entreprise sioniste car il considérait que le retour du peuple Juif sur la terre d'Israël et la renaissance d'une vie sociale et politique étaient des événements ayant une valeur religieuse déterminante.

Ces deux traditionalismes, d'origine européenne, ont pris pied en Israël, par la suite, et ont évolué de façon contrastée.

1.1.3 Les racines historiques du fondamentalisme Juif

Au temps de l'occupation romaine de la Judée, le judaïsme antique offre déjà une éloquente illustration de sa diversité. Les Juifs sont, par exemple, divisés sur des questions aussi essentielles que la fonction du culte sacrificiel au sanctuaire, le statut de la Loi orale face à la tradition écrite, la légitimité des autorités sacerdotales en place ou encore la manière de gérer la situation politique du moment, en particulier, les rapports avec la puissance occupante.

Après l'échec des grandes révoltes contre Rome, c'est finalement une religion de la Loi, de son étude assidue et de sa pratique rigoureuse qui va modeler la vie des communautés juives pendant près de deux millénaires d'exil¹⁰. Le judaïsme rabbinique est néanmoins loin de parler d'une seule voix. Les conflits d'écoles, les tensions entre maîtres et grands centres d'érudition, entre la Palestine et la Babylonie notamment, en témoignent clairement. Les rabbins, détenteurs d'un savoir transmis oralement de génération en génération et consigné dans les grands Corpus de la Mishna et du Talmud, voient leur autorité se heurter à la résistance de milieux tentés par un « fondamentalisme scripturaliste », c'est-à-dire de l'écriture.

Au huitième siècle, ils sont, par ailleurs, confrontés à l'émergence d'un courant nouveau qui se caractérise principalement par un rejet de la tradition orale et par un attachement à la lettre des écrits sacrés, le Karaïsme. Ce mouvement devient alors la cible toute désignée d'une

⁹ Ecoles de l'enseignement talmudique.

¹⁰ J C Attias : Israël, la tentation ultra-orthodoxe.

orthodoxie rabbinique qui, en Espagne, n'hésitera pas à utiliser le secours des gouvernements non juifs pour enrayer son développement.

Mais, le judaïsme se trouve aussi gravement menacé de l'extérieur. La montée de l'intolérance en Espagne chrétienne, les grandes persécutions de 1391 et la vague de conversions, forcées ou spontanées au christianisme, qu'elles suscitent créent le courant Marane¹¹. Ce mouvement constitue une source de difficulté aux yeux des autorités ecclésiastiques qui redoutent l'influence de ces nouveaux chrétiens restés secrètement fidèles au judaïsme. Mais, c'est également un problème pour les communautés juives de France, de Hollande, d'Allemagne, d'Angleterre et d'Orient appelées à intégrer, au seizième et au dix-septième siècle, une foule de Maranes fuyant l'inquisition et désireux de retourner au judaïsme. Ce retour sera difficile, les Maranes ayant, en effet, perdu depuis longtemps le contact avec le judaïsme. Face à ce danger, les autorités d'Amsterdam lutteront vivement contre les opinions hérétiques professées, notamment, par Spinoza.

L'effondrement du dernier bastion de la judaïcité occidentale médiévale contribue à assurer le règne, presque sans partage, de la Kabbale¹², les Kabbalistes se présentant comme les représentants d'une authentique orthodoxie.

C'est un Kabbaliste, Joseph Karo, qui donne au judaïsme le code de la Loi juive qui fera autorité sur l'ensemble du monde Juif¹³. C'est aussi de spéculations kabbalistiques que se nourrit le Sabbatéisme, le courant messianique le plus dévastateur de l'histoire juive. Se développant au moment où diverses attentes messianiques travaillent également le monde musulman et la chrétienté, il débouche sur la conversion à l'islam de son héros Sabbetaï Tsevi.

Ebranlées par le dénouement brutal de cette aventure messianique et en pleine détresse, les masses juives d'Europe Orientale cherchent le salut dans un nouveau courant : le Hassidisme. Fondé en Ukraine par Israël Ben Eliézer, également connu comme le maître du bon nom (de Dieu), le Hassidisme se développe autour de personnalités charismatiques, les Tsadikim¹⁴,

¹¹ Le terme vient de marrano en espagnol « ce qui est interdit ». Il finit par désigner les Juifs convertis au christianisme.

¹² Ensemble des enseignements ésotériques et mystiques du judaïsme.

¹³ M-R Hayoun ; Le judaïsme moderne PUF.

¹⁴ Saints thaumaturges.

doués de la capacité de faire des miracles et intercesseurs auprès de Dieu. Il promeut la ferveur, l'enthousiasme et la joie spontanée du simple croyant qui se sent capable de contribuer à l'œuvre générale de la Rédemption. Mais cette religiosité populaire effraie le pouvoir rabbinique car elle compromet les valeurs de l'Etude et ébranle son pouvoir.

La réaction est vive. En 1772, la communauté juive de Vilna, en Lituanie, déclare la guerre à cette mouvance perçue comme une secte déviante. Dans la violente lutte qui met désormais aux prises les adeptes du Hassidisme et ceux du Mitnaged¹⁵, tous les moyens ou presque sont bons. Des chefs hassidiques sont arrêtés, des œuvres condamnées au bûcher et des excommunications prononcées¹⁶.

D'autres dangers aboutiront paradoxalement à la constitution d'un front commun de l'orthodoxie, aussi bien Hassidique que Mitnaged. Le mouvement de la Haskala¹⁷ naît en Allemagne à la fin du dix-huitième siècle sous l'impulsion de Moïse Mendelssohn. Il se diffuse bientôt en Europe orientale. Education, modernisation, sécularisation de la culture de ghetto, tels sont les principaux combats de la Haskala dont le Hassidisme est la bête noire, car il est considéré comme un modèle d'obscurantisme.

Par ailleurs, en Allemagne, au début du dix-neuvième siècle, se développe un courant de réforme religieuse, qui conteste l'immuabilité de la voie orale et cherche à mettre la pensée et la pratique juives en harmonie avec les besoins du moment. Un nouveau courant, la néo-orthodoxie, tente alors de concilier l'observance des lois traditionnelles du judaïsme avec les nouvelles exigences de la société contemporaine.

A l'inverse, rejetant toute modernité en bloc, l'Ultra-orthodoxie, est hostile aux réformes éducatives initiées par la Haskala et érige le Shoulhan Aroukh de Joseph Karo en code définitif de l'orthodoxie. Sous la houlette de Moïse Sofer, elle considère que toute innovation est interdite par la Torah. A la tête d'une Yeshiva, une école talmudique, Moïse Sofer devient alors le chef incontesté des rabbins orthodoxes. Il contribue par son action à creuser le fossé, désormais infranchissable, entre les milieux orthodoxes et les milieux libéraux. De fait, certains courants extrémistes de l'Ultra-orthodoxie verront dans l'entreprise sioniste une œuvre de Satan, allant jusqu'à présenter la Shoah comme un châtiment à la mesure du péché commis.

¹⁵ Littéralement les opposants.

¹⁶ J Bauer ; Les Juifs hassidiques PUF.

¹⁷ Les Lumières.

1.1.4 Le fondamentalisme moderne

On voit naître dès le début du vingtième siècle un courant orthodoxe sioniste, le Mizrahi. Il considère que les Juifs peuvent partir en Terre sainte à la condition d'appliquer à la lettre la Halacha¹⁸. Le mot d'ordre du Mizrahi n'a pas changé depuis cette époque. Il reste : « la terre d'Israël pour le peuple d'Israël selon la Torah d'Israël ». Installé en Palestine dès 1918, le Mizrahi doit immédiatement faire face à une scission. Ses éléments ouvriers créent, en effet, une organisation propre, le Hapoel Hamizrahi qui restera indépendante jusqu'en 1964, date à laquelle les deux branches se regrouperont au sein du Mafdal¹⁹. Dès le dix-neuvième siècle, une grande partie des rabbins d'Europe de l'Est avait considéré le sionisme comme une idéologie mécréante et comme un faux messianisme. Ces rabbins voulaient que les Juifs continuent à se consacrer uniquement à l'étude et à la prière et ne soient pas détournés de leur piété par des idées laïques et nationalistes.

L'Agouda, fondé en 1909, s'oppose immédiatement au Mizrahi et est fondamentalement antisioniste. Il combat à la fois, l'assimilation, le socialisme Juif et le sionisme. A son tour, l'Agouda doit faire face à une scission au travers de son aile ouvrière, les Polaeï Agoutat Israël. Dans les années 30, cette fraction participe à la lutte contre les Palestiniens et se prononce rapidement pour la création d'un Etat d'Israël, se rapprochant ainsi considérablement du Hapoel Hamizrahi et devenant, de fait, un sionisme religieux de plus.

En 1948, lors de la création de l'Etat d'Israël, l'Agouda a dû s'y intégrer, en contrepartie d'une reconnaissance par David Ben Gourion d'un « statut quo religieux ». D'après ce statut quo, l'Etat Juif se devait d'observer le Shabbat et les fêtes juives, les institutions d'Etat devaient avoir des cuisines Kasher et surtout, l'Etat-civil (mariages, divorces) devait rester entièrement aux mains des tribunaux rabbiniques. Cet accord est toujours en vigueur. Depuis la création de l'Etat d'Israël, l'Agoutat Israël est une expression officielle du fondamentalisme Juif en Israël et essaie, dans ce cadre, de renforcer les lois de coercition religieuse. L'Agoutat Israël refuse, sur place, tout contact avec les autres formations juives.

¹⁸ Il s'agit de l'aspect légal du judaïsme

¹⁹ le Parti Religieux National (PRN).

La conquête de nouveaux territoires, à l'issue de la guerre du Kippour, fût l'occasion d'engager de profondes réflexions en matière de religion. Dès les premiers jours, naquit le Mouvement pour la Terre d'Israël, suivi par le Bloc des Croyants, mouvement constitué autour d'un noyau du PRN qui diffusait le message suivant : « Les Juifs israéliens doivent aller vivre sur la nouvelle terre d'Israël libérée ». L'appel aux volontaires, lancé à ce titre, fût peu suivi jusqu'à la guerre du Kippour mais bien plus écouté après 1973. Il contribua, notamment, à l'installation de nombreux colons en Judée et en Samarie.

Il convient d'ajouter que le Bloc des Croyants, en dépit de sa spécification religieuse, attirait de nombreux laïcs. De fait, lors de l'acceptation du retrait du Sinaï, à l'issue des accords de Camp David, à laquelle adhérèrent le Likhoud et le PNR, les clivages dépassèrent les problèmes strictement religieux. Ils contribuèrent à la création du parti Tehya²⁰ opposé à toute rétrocession de territoires. A l'inverse, les éléments de gauche du PNR rejoignirent le mouvement politique « La Paix maintenant ».

La situation est donc particulièrement complexe et les enjeux considérables. En regard des nombreuses divisions et clivages qui agitent le pays, certains considèrent, à ce titre, que le problème des partis religieux en Israël est plus ancien que l'Etat Juif lui-même.

1.1.5 La position du sionisme religieux

La position du sionisme religieux a toujours été différente. Il accepta le principe démocratique et, se fondant sur une démarche de modernité, s'attacha à montrer que les règles d'inspiration religieuse telles que le Shabbat pouvaient se concilier avec la Loi démocratique de la majorité.

C'est la raison pour laquelle le sionisme fût rejeté par le judaïsme Ultra-orthodoxe. Ce n'était pas un rejet idéologique de l'appartenance nationale, c'est le caractère laïque, séculier du sionisme, qu'il rejetait.

Si le sionisme se heurta à l'opposition de l'extrême-droite comme de l'extrême-gauche de l'éventail politique, une part considérable du monde religieux le regardait différemment. Pour un nombre important de Juifs religieux et traditionnels, le sionisme était simplement un moyen politique permettant d'atteindre un but religieux, c'est-à-dire la restauration d'une vie juive nationale et religieuse indépendante, dans le pays choisi.

²⁰ La Renaissance.

Par ailleurs, les sionistes ont considéré qu'en disant leurs prières trois fois par jour et les grâces après les repas, en célébrant les fêtes et en commémorant les événements du calendrier religieux tous les ans pendant près de deux millénaires, les Juifs ne s'étaient pas seulement montrés fidèles. Ils avaient surtout anticipé l'accomplissement de la promesse divine, énoncée dans l'Écriture, selon laquelle, même s'ils péchaient et étaient exilés de la Terre, ils y seraient, en définitive, ramenés en tant que Nation²¹.

Pour les Ultra-orthodoxes, c'était le comble de l'hérésie que de donner une légitimité religieuse à un mouvement qui, de par sa sécularité même, était l'ennemi de la religion. Cette différence d'analyse a fondamentalement séparé les deux mouvements, le sionisme d'une part et l'ultra-orthodoxie d'autre part.

²¹ Cf Lv 26,44.

1.2 Les différentes expressions du fondamentalisme Juif

1.2.1 Le fondamentalisme Kahane

Le rejet de la démocratie par les fondamentalistes est rarement frontal hormis pour la frange la plus radicale représentée par les activistes Kahanistes²². Pour elle, la démocratie est une idée importée de l'occident qui ne peut s'appliquer au judaïsme. Elle considère que « l'Occident libéral parle du règne de la démocratie, de l'autorité de la majorité tandis que le Judaïsme parle de la Vérité divine qui est immuable et ne peut être sujette à une majorité ou au choix des urnes. C'est le joug de Dieu, l'effacement de notre volonté devant la Sienne qui constitue le principe essentiel du judaïsme ». Il n'y a donc point de salut hormis dans l'instauration d'un Etat Juif total. En définitive, la dépréciation radicale de la démocratie s'accompagne d'un ethno-nationalisme absolu qui exalte le lien quasi-organique entre les Juifs et la Terre d'Israël²³.

1.2.2 Le fondamentalisme Haredi

Tous les courants fondamentalistes ne partagent pas ce nationalisme intransigeant qui voit dans l'union du peuple Juif et de la terre promise un dogme fondamentalement transcendant. Le fondamentalisme Haredi, quant à lui, considère que la terre de Canaan a été donnée par Dieu en possession perpétuelle au peuple Juif. Il considère que ce don est irrévocable et qu'il instaure, de fait, un droit imprescriptible de priorité.

Pourtant, il ne faut pas oublier que le providentialisme intégral qui domine très largement le fondamentalisme Haredi impose une posture de passivité. Elle contraint le peuple Juif à ne pas agir dans l'histoire de son propre chef, même pour récupérer sa terre. Les Harédim considèrent que seule une intervention divine peut permettre de recouvrer l'héritage promis par Dieu et de convaincre les Arabes du bien fondé des revendications juives. Pour hâter cette heure, les fondamentalistes ne disposent que d'une arme et d'une seule, l'Etude, toujours l'Etude.

²² Extrême-droite raciste du rabbin Kahana.

²³ R Cohen-Almagor ; La lutte contre l'extrémisme politique en Israël.

De plus, les Harédim ont une vision particulière des rapports entre les Juifs et les non-Juifs. A leurs yeux, l'antisémitisme fait intrinsèquement partie de la condition juive. Il considère, à ce titre, que cette hostilité éternelle ne peut être vaincue mais tout au plus contenue. Cela induit de la part des Juifs beaucoup d'humilité de manière à éviter toute confrontation inutile susceptible de provoquer une colère des non-Juifs. Ainsi, ils considèrent qu'il est préférable d'accepter un compromis avec les Arabes qui contestent la légitimité de l'intégralité de la terre d'Israël et d'éviter toute confrontation directe si cela est le prix à payer pour bénéficier de la paix et de la sécurité sur la terre juive. Paradoxalement, ces Ultra-orthodoxes finissent par adopter une position conciliante avec les autres protagonistes, se considérant faibles et soumis à l'arbitraire des non-Juifs alors qu'ils partent d'une lecture intégrale de la Bible et de ses commentaires.

Seul le mouvement hassidique des Loubavitch constitue une exception notable dans le camp des Haredi. A l'inverse des autres mouvements ultra-orthodoxes, il n'a pas adopté une stratégie de retrait complet par rapport au monde. A ce titre, il s'attache à ramener les Juifs laïcs à l'orthodoxie en s'appuyant sur des activités missionnaires qui ont été très fortement entretenues autour, d'une part de son leader, Menahem Schneesohn et d'autre part de la terre d'Israël. Pour mémoire, les Loubavitch ont activement participé à la campagne de Nétanyahou en 1996²⁴. De même, après la signature du mémorandum de Wye Plantation, ils se sont mobilisés contre toute rétrocession d'une fraction de la terre d'Israël aux Palestiniens. Leur nationalisme est inflexible et définitif.

1.2.3 Le fondamentalisme Emuniste

Yitzhak Hacoen Kook (1865-1935) a été le premier grand rabbin de la Palestine. Le Rav Kook a, à travers une interprétation originale nourrie par la tradition talmudique et surtout kabbalistique, considéré que derrière son apparence profane, le sionisme était un instrument de Dieu. L'objectif de reconstruction nationale devait donc s'inscrire dans une dynamique messianique ouvrant la voie à la rédemption d'Israël, c'est-à-dire à la fin de l'exil et la restauration de la souveraineté Juive. Par le fait même, cette rédemption devait s'étendre à

²⁴ A l'époque, ils avaient créé le slogan suivant : « Bibi, c'est bon pour les Juifs ».

l'humanité entière au travers d'une paix universelle et d'une reconnaissance générale de l'unicité de Dieu²⁵.

Armés de cette légitimité, les sionistes religieux ont donc pu coopérer à la marche de l'Etat d'Israël dont la création marquait à leurs yeux « l'aube de la rédemption » c'est-à-dire la première étape dans le processus messianique.

Pourtant, bien que l'établissement de l'Etat ait été investi d'une signification post politique, les sionistes religieux n'en tirèrent pas argument pour développer un discours de type fondamentaliste dans les années cinquante, en raison de leur attitude positive envers la modernité. Ils adoptèrent ainsi une stratégie d'accommodation envers l'Etat.

La situation évolua après la guerre des Six Jours. La victoire israélienne de juin 1967 fut en effet perçue par la jeune génération des sionistes religieux comme un événement quasi-miraculeux. Ils ne s'expliquaient pas autrement un triomphe militaire d'Israël qui avait permis de prendre pied dans les hauts lieux de la mémoire juive qu'étaient Hébron ou la vieille ville de Jérusalem. Cette victoire marquant un progrès qualitatif dans la voie du messianisme, le peuple Juif était désormais censé se trouver au milieu du processus rédempteur. Cette perception idéo-théologique, popularisée par le fils du Rav Kook fut portée, à partir du milieu des années 70, par le Gush Emunim, l'aile activiste du sionisme religieux²⁶.

Les colons Juifs du Gush Emunim²⁷ fondent leur analyse sur une interprétation ésotérique de la Torah, mais aussi sur les enseignements mystiques de rabbins contemporains qui ont choisi une²⁸ des six cent treize Mitzvot, ou commandements de la Torah et l'ont élevée au-dessus des autres.

Ce mouvement fut rendu célèbre par l'élan qu'il a donné à la colonisation de la Cisjordanie et de Gaza, arguant du fait que le développement de la présence juive devait être vu comme un véritable impératif religieux susceptible de hâter la fin des temps. Cette conviction a fait basculer la majorité du sionisme religieux vers un fondamentalisme lourd de dangers. A travers elle s'est développée l'idée que toute rétrocession territoriale, dans le cadre d'accords

²⁵ Les visages du fondamentalisme juif en Israël A DIECKHOFF.

²⁶ R Scott Appoby et M E Marty ; Le fondamentalisme.

²⁷ Le Bloc de la foi.

²⁸ S'établir sur toute la terre d'Israël.

avec les Palestiniens, ne pouvait que constituer une régression insupportable et qu'elle devait, par conséquent, être dénoncée, voire combattue par la force.

Lorsque ces militants sentent leur position menacée, ils risquent de recourir à la violence, car ils croient que telle est la volonté de Dieu lui-même. C'est précisément au nom de cet absolu que Barush Goldstein massacra 29 musulmans en prière en février 1994 et qu'Ygal Amir assassina le Premier ministre, Yitzhak Rabin, en novembre 1995. Il s'agissait dans ces deux cas de mettre fin, par la violence, à un processus de paix qui était considéré comme compromettant durablement l'économie du messianisme. Pour les Ultra-orthodoxes, seule la défense de la « communauté des purs » rend légitime le passage à l'action, qui peut éventuellement être violente. Dans cette logique, faire respecter la tranquillité du Shabbat peut justifier le jet de pierres sur les voitures qui circulent. C'est bien l'hétéronomie, c'est-à-dire l'existence d'une loi religieuse tenue pour supérieure qui a justifié la contestation de l'ordre politique. La légitimité religieuse a été prééminente sur la légitimité politique.

Ajoutons que la majorité des sionistes religieux, contrairement à la plupart des Harédim qui considèrent qu'il est préférable d'agir avec prudence dans le dossier territorial, ont adopté une position fermée au compromis. Pour eux, la terre d'Israël appartient au peuple Juif. Il faut donc développer sans cesse la présence juive et affirmer que la souveraineté juive est faite pour durer. Pour les sionistes religieux qui voient dans la création de l'Etat un acte impliquant une intervention divine, non seulement le retour du Peuple à la Terre, mais aussi la restitution de la Terre au Peuple font partie du calendrier céleste. Dans cette optique idéologique, rétrocéder une partie du territoire revient à tenter de s'opposer au dessein divin. Telle est la politique défendue par le mouvement d'implantation Gush Emunim.

Dans l'idéologie émuniste, les Arabes ne peuvent posséder que des droits limités de nature privée, tels que la propriété et certains droits civils dont l'exercice est soumis à un contrôle particulier. Le Gush Emunim ne propose aux Arabes que des droits individuels restreints et fondamentalement inégaux, calqués sur le statut biblique de Ger toshav²⁹.

Dans les faits, force est de reconnaître que cette stratégie de l'extrême, voire du sabotage, a échoué puisqu'il y a eu un désengagement de l'armée israélienne de plus de 30% de la Cisjordanie et la mise en place d'une autorité palestinienne. Si ce retrait a constitué, par le passé, une régression de la dynamique messianique aux yeux des émunistes, il est vraisemblable qu'ils s'accommodent aujourd'hui de la situation. En effet, d'une part,

²⁹ l'étranger non-Juif résidant sur la terre d'Israël.

l'assassinat de Rabin a conduit à un reflux de l'attrait de l'action directe et d'autre part, force est de constater que le nouveau statu quo ne présente pas que des inconvénients pour les émunistes puisque aucune implantation de colons n'a récemment été démantelée alors que les Palestiniens se trouvent enfermés dans des zones autonomes.

1.2.4 Les partis fondamentalistes

Plus extrémiste, le parti Kach réclame, lui la soumission totale des arabes au pouvoir Juif avec imposition de taxes spéciales et, si nécessaire, leur expulsion pure et simple au-delà du Jourdain. Il est particulièrement influant dans certaines colonies juives comme Kiryat près d'Hébron. Le processus de rétrocession territoriale partielle au profit des palestiniens a quelque peu changé la donne. Il a ébranlé le déterminisme messianique initial, poussant certains extrémistes du parti à faire l'apologie de la violence et du passage à l'acte, dans l'espoir de briser l'ébauche d'un compromis politique.

Plus récemment, un parti Sépharade marocain, de rayonnement quasiment confidentiel, a vu le jour en 1981. Moins religieux qu'ethnique, il a pris le nom de Tami.

En 1984, en revanche, le parti Shass³⁰ s'est présenté très clairement comme étant le parti Sépharade, arguant du fait que la direction entière de l'Agouda était ashkénaze et qu'au PRN, plus on montait dans la hiérarchie, moins on trouvait de Sépharades. Il regroupe en son sein des juifs séfarades mécontents des discriminations sociales et économiques dont ils sont l'objet. Sur le plan religieux, le Shass défend des positions plus modérées que les autres mouvements ou partis fondamentalistes et contribue à la reconnaissance des revendications des Juifs orientaux. Sur le plan politique, il constitue, avec ses quelque 500 000 électeurs, une véritable force et joue un rôle souvent décisif lors de la constitution des gouvernements. Le clientélisme politique dont il est l'objet le place en situation d'arbitre, position dont il use avec habileté et intelligence. Le combat des membres du parti Shass peut se résumer au travers de leur slogan : « C'est aussi ma terre ».

³⁰ Aronyme hébreu de gardien sépharade de la Torah.

2 L'influence du fondamentalisme en Israël

Avant d'analyser en détail l'influence du fondamentalisme en Israël, rappelons, à titre d'exemple, les faits survenus en avril 1998 à Jérusalem. Le clou des cérémonies marquant le cinquantenaire de l'Etat hébreu aurait dû consister en un spectacle de danse d'une célèbre compagnie. En pratique, la représentation n'a jamais eu lieu, en raison de l'opposition des Ultra-orthodoxes. En effet, lors d'une chanson traditionnelle, le Seder³¹, les danseurs devaient progressivement ôter leurs vêtements, les hommes leurs redingotes noires, les femmes leurs longues robes pour se retrouver en fin de danse en sous-vêtements. Choqués par cette attitude qualifiée de sacrilège, les Ultra-orthodoxes annoncèrent qu'ils allaient déposer une requête devant la Cour suprême et menacèrent de faire tomber le gouvernement si le spectacle n'était pas annulé. Finalement, le président de l'Etat proposa un compromis qui fut rejeté au nom de la liberté d'expression par la troupe artistique et le spectacle fût annulé.

L'épisode est significatif car il souligne la vigueur du conflit entre des valeurs telles que la liberté de création et le respect de la religion. Ces valeurs sont portées par des segments différents de la population, laïcs et religieux, qui ont in fine des conceptions divergentes de ce que doit être l'Etat d'Israël. Pour les premiers, il doit être l'instrument d'une normalisation nationale et donc un lieu d'épanouissement des individus ; pour les seconds, il doit défendre, sinon un projet de vie collectif, du moins un socle de valeurs spécifiques à la communauté dans son ensemble.

Ces divergences sur la finalité de l'Etat d'Israël ne sont pas récentes et la guerre des cultures n'est pas un phénomène radicalement neuf. Dans les années 60, par exemple, les représentations de l'Oratorio de Haendel, tirées du Messie, étaient bruyamment interrompues par des étudiants des académies religieuses³² qui entendaient ainsi protester une musique qualifiée de sacrilège dans le pays des Juifs.

Les tensions croissantes entre laïcs et religieux résultent d'un double mouvement concomitant, l'approfondissement de la sécularisation d'une partie de la société israélienne

³¹ rituel fondé sur le repas Pascal.

³² Yéchivot.

alors même que les religieux ont été gagnés par un fondamentalisme de plus en plus prononcé³³.

2.1 Sur le plan politique

2.1.1 Le fondamentalisme et la démocratie

Si l'on souhaite appréhender les rapports du fondamentalisme Ultra-orthodoxe avec la démocratie, il convient de s'engager dans une approche totalement différente de celle de la rationalité moderne. Les leaders des Yéchivot et les chefs des cours hassidiques voient, en effet, le monde à travers des grandes catégories trans-historiques élaborées à partir du corpus traditionnel.

Pour les Harédim, Dieu a choisi le peuple Juif pour qu'il ait un destin particulier. Ils considèrent que les sionistes ont introduit la corruption dans la maison d'Israël, en glorifiant la force militaire, en exaltant la liberté des individus et en louant les vertus de la délibération politique. Toutes ces actions sont éminemment condamnables pour les Harédim et les Juifs doivent se garder de suivre les « coutumes des Nations ».

Pourtant, si ces différents principes ne sont pas contestables en soi, nombreux sont ceux qui pensent qu'ils ne peuvent s'appliquer à une nation élue comme la Nation juive. De fait, l'idée de « gouvernement du peuple » ne peut être agréée par les Harédim car elle laisse à penser que les élus peuvent adopter des mesures en contradiction avec les règles de la Halaka, le droit rabbinique. Cette dernière est considérée comme inamovible, intangible et dotée d'une autorité absolue. En définitive, le seul Etat acceptable ne peut être qu'un Etat conforme à la Torah³⁴ et dirigé selon les préceptes de la Loi religieuse.

Dans l'attente hypothétique d'un tel Etat, les Ultra-orthodoxes se doivent de renforcer l'assise de leur propre communauté, notamment au travers des élections. En fait, l'acceptation de la procédure démocratique n'est que purement instrumentale. A cet égard, les Ultra-orthodoxes considèrent que déposer un bulletin de vote dans une urne n'est pas un devoir civique mais uniquement une obligation religieuse édictée par les rabbins.

³³ J Marcus ; Secularism versus Orthodox Judaism.

³⁴ Medinat ha-Torah.

L'influence croissante du fondamentalisme conduit à une relativisation certaine de la démocratie. A ce titre, le Gush Emunim, mouvement précédemment cité, n'a qu'une acceptation conditionnelle de la démocratie. D'une part, il a procédé à une sanctification généralisée de l'Etat d'Israël et de ses institutions, d'autre part, il a clairement affiché la résistance à l'Etat d'Israël dès lors que les décisions prises par les dirigeants politiques iraient à l'encontre du processus de rédemption messianique. Dans l'hypothèse d'un démantèlement de colonies juives, par exemple, un mouvement de contestation de grande ampleur pourrait se développer

2.1.2 Le débat sur la nature même de l'Etat

L'emprise des partis religieux sur le gouvernement et la société n'est pas nouvelle. Depuis la création de l'Etat d'Israël, ils ont pris part à presque toutes les coalitions. Et le fait que les uns soient sionistes, les autres non, n'a jamais représenté un obstacle, ni pour eux ni pour leurs partenaires des grandes familles politiques rivales, sous leurs appellations actuelles, le Parti travailliste et le Likoud.

Si la Loi israélienne stipule que, « Est Juif quiconque a embrassé le judaïsme et n'appartient pas à une autre religion », le rabbinat orthodoxe entend ajouter une clause : Cette conversion doit être conforme à la halaka³⁵ et « reconnue par un tribunal religieux orthodoxe ». Cette question, en apparence théologique, s'est transformée en débat politique majeur³⁶.

Rien d'étonnant quand on sait que la détermination de la judéité joue un rôle considérable en Israël sur la vie des individus et de toute la société. Elle fonde, à cet égard, la Loi du retour qui permet à tout Juif venant en Israël d'en acquérir la nationalité.

C'est la raison pour laquelle, dans l'accord de coalition de juin 1996, le Premier ministre M Benyamin Nétanyahou s'était engagé à faire adopter par le Parlement une loi établissant le monopole orthodoxe en matière de conversion, de mariage et de divorce, mais aussi excluant les représentants des courants réformé et conservateur des conseils religieux locaux.

C'est d'ailleurs pourquoi l'Etat d'Israël n'a toujours pas de constitution mais une série de lois constitutionnelles partielles. « Une constitution ne peut être valide, déclarait brutalement le représentant de l'Agoutat Israël à la première Knesset en 1949, que si elle s'identifie totalement avec la Torah. Je vous avertis, toute tentative de rédiger une Constitution mènera

³⁵ le droit religieux.

³⁶ J Algazy ; En Israël, l'irrésistible ascension des « hommes en noir ».

inévitablement à un conflit idéologique brutal et sans compromis possible ». Les dirigeants du pays, à commencer par David Ben Gourion, refusèrent de croiser le fer avec les orthodoxes sur ce point crucial, préférant instaurer un statu quo politique.

De là dérive le caractère central du débat sur la nature de l'Etat. Les formations politiques et les courants idéologiques nationalistes et religieux définissent Israël comme un Etat Juif. Les milieux libéraux, y compris au sein du corps judiciaire, le qualifient d'Etat Juif et démocratique. Quant aux milieux arabes et de gauche, ils préfèrent la définition Etat de tous ses citoyens.

Toutefois, pour certains, tel que le professeur Kimmerling, de l'université de Jérusalem, les qualificatifs « Juif » et « démocratique » sont contradictoires. En effet, ceux qui parlent d'Etat démocratique ont en tête une conception laïque, occidentale et universelle, tandis que ceux qui évoquent un Etat Juif en donnent une interprétation théologique et un contenu orthodoxe qui puisent dans la Halaka. Les divergences sont si fortes que certains Ultra-religieux, regroupés autour de la communauté séparatiste de Jérusalem et des Netourei Karta³⁷ refusent même de reconnaître l'Etat d'Israël.

Forts de cette acception de la démocratie, après la guerre de juin 1967, fanatiques religieux et Ultra-nationalistes, dont nombre de laïcs, allaient collaborer à la réalisation de leur objectif commun, c'est-à-dire la création du Grand Israël. Tout cela se faisait au nom de la religion, des livres saints et de l'histoire. Cinquante ans après la création de l'Etat d'Israël, force est de reconnaître que les partis religieux sont plus forts que jamais. Lors des élections législatives de 1996, ils ont obtenu un nombre record de 23 députés sur un total de 120, sans compter les députés religieux élus sur d'autres listes. Ce regain d'influence et de représentativité, les « hommes en noir » le tirent largement du climat social créé par le phénomène du Hazara Betshouva³⁸ qui a pris, un temps, des proportions considérables en Israël.

En pratique, la population se rapproche de plus en plus de la religion. Plus précisément, 13000 laïcs sont devenus Harédim, 24000 religieux pratiquants et 130000 traditionalistes. De même, 150 000 laïcs se sont rapprochés de la tradition, 175 000 traditionalistes sont devenus religieux pratiquants et 24 000 religieux pratiquants sont devenus Harédim.

Face à cette situation, le sionisme est soumis à rude épreuve. Ainsi que le rappelle le professeur Yuchtman-Yaar, de l'Université de Ramat-Aviv, « l'idéologie sioniste est

³⁷ Les gardiens de la Cité.

³⁸ Le retour à la foi.

désormais confrontée à deux types de défis. Le premier, moins dangereux, émane de groupes comme les orientaux qui ne demandent qu'une meilleure représentation économique et culturelle. Le second, plus dangereux, conteste la nature même de l'Etat : c'est le cas des Ultra-orthodoxes et de leurs nombreuses expressions ».

2.1.3 La sacralisation d'Israël

Pourtant, dans les faits, le combat que mènent les militants laïques depuis de nombreuses années, en Israël, porte ses fruits.

Jérusalem, par exemple, compte de plus en plus de magasins, de cafés, de restaurants et de cabarets ouverts le vendredi soir et le samedi. L'association féministe Naamat rappelle, de plus, que si 22000 couples se marient religieusement chaque année en Israël, 5000 autres se déplacent à l'étranger pour que leur union soit enregistrée civilement et 15000 choisissent le concubinage. Un premier cimetière civil s'est ouvert en 1999, à Beer Sheva. L'homosexualité s'affiche. A ce titre, Tel Aviv a connu en 1998, sa première Gay Pride avec la participation de soldats en uniforme, les couples homosexuels bénéficient des mêmes droits que les couples hétérosexuels. Nous pouvons de plus rappeler la victoire au concours de l'Eurovision du transsexuel Dana.

Cette situation ne peut satisfaire les Ultra-orthodoxes et aiguise la colère des « hommes en noir ». M Eliahou Suissa, qui fût ministre de l'intérieur du gouvernement Nétanyahou et numéro deux du Shass, plaide avec passion. « Pour nous, tout Israël est sacré. Nous n'acceptons les lois laïques que dans la mesure où elles ne violent pas la Halaka, la loi religieuse. » Il poursuit en s'indignant : « la Cour suprême se mêle désormais de problèmes religieux. Or, notre foi, c'est notre affaire ». En effet, de nombreux dossiers sont à l'étude, notamment la remise en cause de l'exemption de service militaire dont bénéficient près de 30 000 étudiants des écoles religieuses, la possibilité pour les femmes de siéger dans les conseils religieux ou encore l'introduction dans ces derniers de rabbins réformés et conservateurs. Il ajoute : « Pour avoir refusé ce diktat, le conseil de Jérusalem a été condamné à 20 000 euros d'amende ». Une autre décision scandalise les Harédim. Il s'agit de la reconnaissance des conversions réalisées en Israël par les rivaux. M Eliahou Suissa poursuit : « C'est déjà douloureux pour moi d'inscrire un Goy, un non-Juif, comme Juif sous prétexte qu'ils l'avaient converti à l'étranger. Mais en Israël ? Jamais ! L'existence même du peuple Juif serait en danger ! ».

Par définition, la Cour suprême ignore cette logique ultra-orthodoxe et s'appuie sur le fait que la loi fondamentale définit Israël comme un « Etat Juif et démocratique ». Par le fait, dès lors que sa justice doit trancher à l'occasion d'un conflit entre une loi laïque et une loi religieuse, elle le fait toujours en faveur de la première. « Si la Cour suprême continue à se mêler de nos affaires, il y aura la guerre ici » menacent certains activistes. De telles prophéties expliquent sans doute pourquoi 70 % des israéliens se sentent menacés par les Harédim.

Par ailleurs, en règle générale, les milieux religieux tendent à être conservateurs et sont peu enclins à prendre des risques. Les Ultra-orthodoxes sont, par essence, le segment le plus conservateur de la société juive et leur isolement même peut favoriser une recrudescence de la peur ou de l'hostilité à l'égard de ceux qui sont étrangers à la communauté, en particulier les Arabes. Cela concerne la plus cruciale des questions politiques, à savoir le compromis territorial avec le monde arabe en général et les Palestiniens en particulier. En pratique, les Ultra-orthodoxes mènent une guerre d'usure contre le peuple palestinien. Dans les quartiers arabes de Jérusalem, par exemple, ils ont entamé une manœuvre d'encerclement démographique afin de pouvoir les contrôler et, à terme, les étouffer.

D'autres mouvements religieux considèrent cependant que l'installation dans tout le pays ne doit pas être une fin en soi. Agir ainsi, soutiennent ses adeptes, revient à diffamer le judaïsme et à profaner le nom de Dieu. Le Camp religieux de la Paix israélien soutient, à ce titre, que le compromis territorial est une nécessité pour la survie et l'avenir d'Israël. Il souligne, de plus, que le judaïsme exige de l'individu et de la collectivité une conduite morale à l'égard de tous les êtres et en particulier les plus vulnérables, y compris ceux qui ne font pas partie de son groupe national. Ils considèrent que la Bible enseigne, de plus, que seule cette conduite peut garantir une stabilité et une sécurité durables. Ainsi, faire de l'implantation une valeur suprême ne peut que déboucher sur la violence et la déchéance des valeurs intrinsèques du judaïsme.

2.1.4 La politique : un outil du prosélytisme fondamentaliste

Rappelons tout d'abord que l'opposition Ultra-orthodoxe au sionisme a connu des mutations historiques décisives. La destruction d'un tiers de la population juive dans l'holocauste nazi a renforcé le sentiment que, quelle que soit son idéologie, le Juif n'était pas en sécurité sous la férule des Gentils, c'est-à-dire les non-Juifs et que, une certaine indépendance politique était indispensable. Une fois la création de l'Etat d'Israël accomplie, les Ultra-orthodoxes eurent

d'autant plus de raisons de coopérer avec les dirigeants sionistes qu'ils cherchaient à protéger leurs intérêts et à redonner vie à leurs centres d'études religieuses qui avaient été décimés. Ils se mirent donc à considérer l'Etat comme un mal nécessaire, même s'ils n'en maintinrent pas moins un mépris condescendant à son égard.

Avec l'accession au pouvoir de Menahem Begin en Israël, en 1977, la représentation Ultra-orthodoxe fit son entrée au gouvernement, d'une part parce qu'elle se sentait à l'aise avec le gouvernement mais aussi parce qu'elle avait un besoin urgent de revenus fiscaux. Elle devint par là même, une partie intégrante des institutions politiques nationales. C'était là une arme à double tranchant, la participation à la vie nationale pouvant entraîner des modifications de la vision fondamentaliste au sein de la société.

Il est vrai que le judaïsme ultra-orthodoxe a aujourd'hui foncièrement besoin des ressources qui lui viennent du contribuable israélien et qu'il ne peut, paradoxalement, se passer de la société qu'il combat. Par ailleurs, le fait que la plupart des Juifs Ultra-orthodoxes n'accomplissent pas leur service militaire et laisse à la société le soin de supporter le fardeau social, économique et humain de la sécurité, tout en exigeant et obtenant un part du gâteau fiscal contribue à créer un sentiment de ressentiment dans la société israélienne.

Cette situation induit des relations sont parfois tendues avec le pouvoir politique³⁹. Rappelons à cet égard qu'en août 2000, le fondateur et l'ancien chef du Shass, A Deri, a été incarcéré et que le cabinet israélien du ministère des affaires religieuses a été supprimé. Officiellement, le Premier ministre a déclaré vouloir accomplir une « révolution laïque » en Israël afin de doter le pays d'une constitution laïque, comme se doit d'avoir tout Etat moderne. Ce projet a soulevé une levée de boucliers chez les religieux car il signifierait la fin des privilèges dont ils bénéficient tels que la dispense du service militaire, les allocations spéciales pour ceux qui ne travaillent pas afin de se consacrer à l'étude des textes sacrés. En fait, le Premier ministre a fait payer aux religieux le lâchage du gouvernement, ceux ci ayant quitté la coalition gouvernementale juste avant les négociations de Camp David⁴⁰. La mesure a eu valeur d'avertissement même si l'influence des partis religieux n'a cessé d'augmenter depuis les dernières années. L'influence est telle qu'ils la pluie et le beau temps des coalitions, faisant payer de plus en plus cher, en crédits, leur soutien à l'un ou l'autre des grands partis –le parti travailliste ou le Likoud - qui ne peuvent prétendre gouverner durablement sans eux.

³⁹ D Segre ; Les dilemmes politiques en Israël.

⁴⁰ F Germain-Robin ; Israël, ultra-orthodoxie et politique.

2.1.5 L'arme du bulletin de vote

Les nécessités économiques d'une société des Harédim à la démographie galopante, dans laquelle la plupart des hommes ne travaillent pas a contraint les Ultra-orthodoxes à s'insérer davantage dans le système politique car ils ont impérativement besoin des ressources de l'Etat-providence.

C'est surtout sur son rôle décisif dans la coalition de droite et d'extrême-droite que l'establishment Juif orthodoxe compte pour transformer en véritable monopole le statut privilégié dont il bénéficie par rapport aux autres courants religieux Juifs⁴¹ comme par rapport aux autres religions⁴² pratiquées par les citoyens Arabes en Israël.

Quant au bulletin de vote, il peut devenir une arme redoutable pour défendre ses intérêts. Les dernières élections municipales à Jérusalem en ont administré la preuve. Confrontés à d'énormes problèmes tels que le manque de logements, les faibles revenus, les Harédim se sont, sous la houlette de leurs rabbins, mobilisés en bloc et ont fini par remporter douze sièges sur trente et un, ce qui leur a donné des moyens considérables pour peser sur l'action municipale.

Depuis 1977, les partis fondamentalistes ont soutenu toutes les coalitions du Likoud décrochant au passage des postes clefs⁴³. Cette intégration croissante ne témoigne toutefois que d'une acceptation instrumentale de l'Etat, comme dispensateur de ressources, elle ne traduit pas une reconnaissance de l'Etat comme valeur en soi.

Les relations restent fondées sur une stratégie d'influence visant à conforter les avantages acquis et faire de nouveaux adeptes. A ce titre, il convient de rappeler que le gouvernement israélien a toujours comporté un ministère responsable des affaires religieuses doté d'un puissant appareil de fonctionnaires et d'un copieux budget. Autrefois, deux partis se partageaient la mainmise sur ce ministère : le Parti religieux national (Mafdal) et le Parti travailliste. Aujourd'hui, les partis fondamentalistes affichent clairement la volonté d'en avoir la tutelle ou tout au moins d'en maîtriser les rouages. L'enjeu est considérable car cette institution gère toutes les activités religieuses, juives et non juives, à savoir le contrôle du fonctionnement des conseils religieux locaux qui ont la charge des synagogues, de

⁴¹ réformé, conservateur et d'origine éthiopienne.

⁴² musulmane, druze et chrétienne.

⁴³ notamment la présidence de commissions parlementaires et le poste de vice-ministre.

l'observance du Shabbat et de la Cacherout, des enterrements et des cimetières, des bains rituels ainsi que le contrôle du fonctionnement des institutions religieuses non juives.

Comme la Loi ne reconnaît pas le mariage ni le divorce civils, ceux-ci sont du ressort des tribunaux religieux. Ces tribunaux sont aussi en charge, si les parties concernées préfèrent se soumettre à la décision d'un tribunal religieux plutôt qu'à un tribunal civil laïc, des litiges au sein des couples mariés, de la garde des mineurs, de la pension alimentaire lors des divorces ou encore des problèmes soulevés par les adoptions, les successions et l'exécution des testaments. Les responsabilités dévolues à ces tribunaux sont donc considérables et font l'objet d'une profonde attention de la part des fondamentalistes.

2.2 Sur le plan social et culturel

2.2.1 La constitution d'une contre-société

Le monde Ultra-orthodoxe s'est structuré autour d'une logique de contre-acculturation.

Les Harédim, en particulier, ont remis à l'honneur en Israël la stratégie d'isolement qui avait été la leur en Europe orientale jusqu'en 1940. La société israélienne étant censée avoir été corrompue par les valeurs et les habitudes occidentales, les Ultra-orthodoxes se devaient d'éviter le plus possible tout contact avec elle et se replier sur la tradition éternelle d'Israël dont ils étaient les gardiens.

Ce retranchement volontaire, qui prévaut de nos jours, implique la constitution d'une contre-société ultra-orthodoxe, en butte aux règles actuelles. Elle est particulièrement visible dans les quartiers séparés tels que Bnei Brak près de Tel Aviv ou encore Méa Shéarim et ses prolongements à Jérusalem, lieu où les synagogues et les Yéchivot constituent le centre de la vie sociale, plus particulièrement pour les hommes. Ces derniers sont devenus, pour la plupart d'entre eux, des « étudiants à vie » qui se penchent sur les épais volumes du Talmud du matin au soir sans s'engager dans des activités productives. Il convient de noter que cette constitution d'une large communauté de clercs a été rendue paradoxalement possible par l'existence de l'Etat-providence israélien qui distribue, sans compter, allocations et prestations sociales. Cette ghettoïsation assumée va généralement de pair avec un retrait ostensible de toute implication directe dans le fonctionnement de la société civile.

De plus, le profond phénomène de retour à la foi peut être considéré comme une sorte de réaction épidermique face à la trop grande occidentalisation et à l'ouverture de la société israélienne vers ses anciens ennemis⁴⁴.

Cette part de la population, pour laquelle l'orthodoxie religieuse règle les moindres détails de la vie quotidienne⁴⁵, craint de voir le judaïsme se dissoudre au sein de la société comme cela s'est produit dans la Diaspora. En cela, cette attitude qui consiste à se replier sur un modèle social et religieux intemporel est paradoxalement très proche de celle des intégristes islamistes palestiniens. Tant du côté Juif qu'Arabe, la marginalisation d'une partie de la population qui ne bénéficie pas du boum économique d'Israël constitue le creuset d'un discours fondamentaliste qui fait du processus de paix le responsable de tous les maux. On assiste à une sorte d'enfermement volontaire des Juifs Ultra-religieux qui se barricadent dans des colonies transformées en camps retranchés, prompt à combattre par les armes si nécessaire plutôt que par la prière. Ni l'argent ni la menace ne les feront fléchir et ils pourraient se laisser tenter par une dérive similaire à celle de l'OAS⁴⁶ dans les derniers mois de l'Algérie française.⁴⁷

Le problème est réel car les religieux, s'ils constituent une minorité, occupent des positions clés dans la vie politique et sociale israélienne. Les « hommes en noir » représentent une force puissante au sein même de l'Etat. En effet, les partis religieux font pencher la balance lors de la formation des coalitions gouvernementales, la droite israélienne ayant besoin de leurs suffrages pour emporter les élections. La montée en puissance de ce groupe pourrait constituer un facteur de déstabilisation, tant interne qu'externe.

L'influence croissante des fondamentalistes au sein de l'institution militaire est également révélatrice de cette évolution. Alors qu'ils ne représentent qu'environ 15 % des suffrages, ils constitueraient d'ores et déjà 20 % des unités d'élite.

Par ailleurs, les « hommes en noir » n'hésitent pas à organiser, en particulier à Jérusalem, des manifestations violentes telles que le blocage de voies de communication, des jets de pierre

⁴⁴ S Goyer et S Dettamante ; Minorités et identité en Israël, facteurs de déstabilisation interne.

⁴⁵ « Ils lisent la Bible comme un cadastre » disait M Rabin, le Premier ministre défunt.

⁴⁶ Organisation de l'armée secrète.

sur des chauffeurs, des passants et des agents de police, des incendies de poubelle de manière à contraindre les autorités à arrêter la circulation et à barrer des rues durant les jours de Shabbat et de fête, à fermer les grands magasins et les salles de loisirs ou encore à interdire l'élevage et la vente de porc...

Une année, le jour du deuil annuel du 9 du mois d'Ab, en souvenir de la destruction du premier et du second temple de Jérusalem, ils ont contraint la police à évacuer par la force des centaines de Juifs appartenant au courant conservateur qui priaient au mur des Lamentations.

2.2.2 Une organisation efficace

Cette contre-société s'appuie sur une organisation efficace, tant au niveau des structures de l'Etat que des associations locales.

Les partis religieux tirent un profit matériel considérable de leur participation aux coalitions gouvernementales. A titre d'exemple, en 1998, le Mafdal, détenait les portefeuilles de l'éducation Nationale et des transports. Il occupait aussi le Ministère des Religions en partage avec le Shass. Ce dernier détenait en outre le Ministère de l'Intérieur, au budget énorme et aux fonctions décisives telles que l'inscription de la mention « Juif » ou « non-Juif » sur les cartes d'identité sans oublier son importance considérable sur les municipalités. Un député d'Agoutat Israël était Vice-ministre de la construction du bâtiment, où il pouvait, avec zèle, promouvoir le développement des colonies en Cisjordanie ou à Jérusalem-Est et favoriser les communautés des Harédim. Enfin, un député de Deguel Hatora présidait la très influente commission des finances du parlement.

L'intégrisme se développe souvent hors des milieux cléricaux officiels, voire contre eux. Son expansionnisme vise d'abord à une reconquête intérieure, afin de ramener les brebis égarées sur le droit chemin.

Les ministres membres de partis religieux exploitent évidemment leurs positions de pouvoir. Même si leurs méthodes, parfois contraire aux lois ou aux règlements, suscitent de temps en temps des scandales dans les médias, cela ne les gêne pas vraiment.

Ainsi, lors de la condamnation d'un député du Shass pour corruption, lui et ses pairs se sont contentés d'affirmer qu'il avait ainsi agit pour la bonne cause et que s'il était emprisonné,

⁴⁷ Y Cornu ; Le point : Juifs et Arabes, la guerre de mille ans.

c'était parce qu'il était Sépharade. Ainsi que nous le voyons, le Shass fait souvent jouer la corde de la discrimination communautaire lorsqu'il est attaqué ou en position de faiblesse.

Par ailleurs, le Conseil du grand rabbinat fonctionne dans le cadre de la loi de l'Etat. A sa tête se trouvent deux grands rabbins, l'un Ashkénaze et l'autre Sépharade qui président, à tour de rôle, le conseil ainsi que le Grand tribunal rabbinique. Le grand rabbinat jouit d'une autorité exceptionnelle parmi les pratiquants et dans l'Etat en général.

Largement majoritaire en Israël, le courant Juif orthodoxe monopolise ces institutions religieuses, bien qu'elles exercent des fonctions sociales et civiques importantes. Les partis orthodoxes veulent imposer leur monopole. Ils s'opposent catégoriquement à la reconnaissance légale des conversions à la religion juive réalisées par des tribunaux religieux réformés ou conservateurs mais aussi au droit pour ces derniers, de décider en matière de mariage et de divorce ou d'appartenir aux conseils religieux.

A terme, tout citoyen Juif d'Israël pourrait dépendre, de la naissance à la mort, des rabbins orthodoxes. Suite à l'intervention de la Cour suprême, les responsables juifs orthodoxes ont dû, pour l'instant, se résigner à la reconnaissance des mariages, des divorces et des conversions au judaïsme intervenus à l'étranger, même sous la houlette de rabbins réformés ou conservateurs. A titre d'exemple, en août 1997, le ministre des affaires religieuses, M Suissa, membre du Shass, a démissionné pour ne pas souscrire à la décision de la Cour suprême de ratifier la nomination d'un responsable appartenant au courant Juif réformé comme membre du conseil religieux de la ville de Nétanya. C'est M Nétanyahou, devenu pour l'occasion Ministre des affaires religieuses, qui finît par signer la lettre de nomination.

Il convient, de plus, d'ajouter que les partis religieux, notamment les Ultra-orthodoxes, ne jouiraient pas de cette extraordinaire influence sans les nombreuses institutions d'éducation et de bienfaisance dont ils ont la charge et qu'ils animent avec ferveur. Cette activité périphérique élargit, de fait, leur assise sociale et leur emprise idéologique. Il s'agit parfois d'un véritable lavage de cerveau. Mais il faut reconnaître que ces partis aident aussi les plus défavorisés à faire face aux différentes difficultés de la vie courante. A titre d'exemple, le gouvernement ou les autorités locales suppriment-ils les repas chauds délivrés à titre gratuit aux élèves les plus démunis ? Les établissements du Shass, eux les garantissent, allant même jusqu'à donner des cours supplémentaires ou à raccompagner les élèves à leur domicile. Ceci explique la raison pour laquelle le nombre d'écoles de partis religieux ne cesse d'augmenter.

Ainsi, le nombre d'enfants inscrits dans les écoles du Shass a-t-il augmenté de 20% au sud de Tel Aviv. On constate que parmi les nouveaux inscrits figurent de nombreux enfants issus de famille laïques qui viennent les premiers jours sans Kippa sur la tête puis s'habituent à la porter, pour finalement, suivre les prières des petits camarades religieux.

Enfin, nous pouvons rappeler les résultats d'un sondage réalisé en 2001 parmi la population israélienne qui traduit l'influence et l'organisation des mouvements fondamentalistes. Plus du quart des intéressés ayant voté pour les Ultra-orthodoxes ont déclaré avoir agi sous l'influence des organismes et des radios pirates religieux qu'organise le Hazara Betshouva et la moitié ont dit que le Hazara Betshouva constituait un phénomène globalement positif.

2.2.3 Un facteur de déstabilisation

Calme samedi à Jérusalem. Couverts de leurs longs manteaux noirs d'où dépassent les franges blanches de châles de prière, coiffés de chapeaux de fourrure, les Ultra-orthodoxes se dirigent vers les synagogues. A peine haranguent-ils les quelques voitures en disant : Shabes⁴⁸. En dehors du folklore et de l'allure de ses adeptes, nombreux sont ceux qui considèrent que les mouvements fondamentalistes constituent un facteur réel de déstabilisation du pays.

A cet égard, une enquête du très sérieux Centre Steinmetz de l'université de Tel Aviv, réalisée en 1999, a montré que 60 % des israéliens redoutaient d'abord les clivages internes contre 30 % les conflits externes. On se moque parfois des deux Israël afin d'opposer schématiquement les partisans de la paix, majoritairement ashkénazes et laïques aux Nationalistes, plutôt orientaux et religieux. La réalité est bien plus complexe et peut se résumer par une métaphore orientale : « s'il y a deux camps, chacun comporte beaucoup de tentes ».⁴⁹

Certains, comme Arnon Yekuteili, chef du principal groupe laïque au conseil municipal de Jérusalem, militent activement contre la coercition religieuse. « Si votre capitale prend des allures de Téhéran, il y a fort à parier que votre Etat ressemblera bientôt à l'Iran » clame-il sans relâche. Fort de leur démographie galopante, les « hommes en noir » s'infiltreraient

⁴⁸ Shabbat, en yiddish.

⁴⁹ D Vidal et J Algazy ; Israël, une société qui se défait.

partout. Face à leur économie, leur enseignement, leur police, leur justice séparée, mais financée par l'Etat, il s'inquiète et met en garde : « Ces gens-là ne reculent que devant la force ». Un silence. « Légale, s'entend ».

« Le vrai problème, explique le sociologue Shlomo Swirsky, ce n'est pas la khomeynisation, mais la tiers-mondisation d'une grande partie de la société. Voilà la base des Ultra-orthodoxes, comme d'ailleurs des islamistes ils assurent le welfare state⁵⁰ du pauvre. ». Il ajoute « Le Shass, le parti Ultra-orthodoxe oriental, aurait touché illégitimement 150 millions de dollars ». « La situation des Juifs d'Ethiopie est catastrophique. Une vraie bombe à retardement sociale » prévient Adissou Messala, un ancien député travailliste.

Les premières victimes de l'hégémonie orthodoxe sont les membres que les Harédim accusent d'avoir dévié, voire d'être des hérétiques. Dans les années cinquante et soixante, les orthodoxes contestèrent la judéité des membres de la communauté Bné Yisraël, venus des Indes et les firent beaucoup souffrir. Depuis les années quatre-vingt, les Juifs venus d'Ethiopie subissent le même sort. Ils doivent passer des examens en religion pour prouver qu'ils sont Juifs, certains doivent passer un rituel de conversion, l'autorité de leur rabbin n'est pas reconnue. Il arrive de même que les autorités responsables des cimetières refusent d'enterrer leurs morts sous prétexte que leur appartenance au judaïsme ne serait pas établie. Adissou Messala poursuit « Ceux qu'on appelle les fala Shass subissent un racisme généralisé et sont maltraités par l'establishment⁵¹ religieux qui doute de leur judéité et exige d'eux une nouvelle conversion. »

Les karaïtes, pour la plupart venus d'Egypte, connaissent les mêmes difficultés depuis des décennies et se replient sur leur communauté. De même, l'establishment orthodoxe considère qu'un tiers des immigrants venus de l'ex-Union soviétique ne sont pas Juifs. Les seuls à lui tenir tête sont les membres des courants réformé et conservateur qui, il est vrai, proviennent pour la plupart des Etats-Unis où ils conservent de solides relations avec une communauté riche et influente.

De même, champion de la gauche travailliste, Shlomo Ben Ami voit les Harédim sur la défensive. Il déclare à ce sujet : « Ils craignent la laïcisation de la société. Notre réponse ne doit pas être antireligieuse mais sociale. Ce sont Rabin et Peres qui ont inventé le Shass. Occupés à faire la paix, ils ont traité ce parti comme un imprésario auprès des pauvres, avec le

⁵⁰ Etat providence.

budget nécessaire. Il est temps de renationaliser la politique sociale ». Le regain de la religion, s'il s'accroît, pourrait faire tendre l'Etat israélien vers une théocratie radicale, qui rejetterait par principe tout ce qui n'est pas Juif et aurait pour objectif affiché d'étendre au maximum le territoire du pays. Il est vrai que la référence sioniste au judaïsme a été reprise par les religieux qui prônent l'établissement du peuple sur l'ensemble de la Palestine historique et que cette politique est en totale contradiction avec tout éventuel accord paix. Elle pourrait relancer la logique de conflit.

Face à cette situation, un nombre de plus en plus élevé de laïcs se sent traqué et préfère quitter Jérusalem. Certains intellectuels parlent même de guerre de civilisation entre les laïcs et les religieux, estimant qu'il existe, au niveau national, un potentiel important de conflit entre le Nationalisme Haredi d'une part et le Nationalisme laïc d'autre part. Certains religieux se veulent rassurant, arguant du fait qu'ils n'iront pas voir ce qu'il y a dans l'assiette des autres. Mais le risque reste réel.

Néanmoins, force est de reconnaître que le risque est réel et que l'influence croissante du fondamentalisme est un facteur de déstabilisation qui peut conduire à une certaine relativisation de la démocratie en Israël.

⁵¹ Ordre établi.

Conclusion

La société israélienne s'est longtemps appuyée sur la coexistence, au sein même de l'Etat, des modérés, des laïcs et des religieux. De nombreux groupes, au premier rang desquels se placent les mouvements fondamentalistes, remettent en cause ce fragile équilibre.

A cet égard, les propos du cinéaste David Ben Shitrit résume bien la situation : « Jadis, Israël comptait douze tribus, et vous savez comment cela s'est terminé. Actuellement, nous en avons six qui s'affrontent : Ashkénazes, Orientaux dits souvent Sépharades, Russe, Ultra-orthodoxes, étrangers et bien sûr, arabes, alors l'avenir n'est pas forcément rose... ».

Parallèlement, une partie de plus en plus importante de la population, tant juive que non-juive, s'élève contre les nombreuses concessions faites à la religion et à ses représentants. Il s'agit notamment de l'exemption du service militaire pour les Ultra-orthodoxes, du statut d'étudiants à vie de certains fondamentalistes, du soutien financier de l'Etat, de la gestion religieuse de l'état-civil, du respect du Shabbat et des fêtes religieuses ou encore de l'application des prescriptions alimentaires stipulées dans la Cacherout dans les institutions publiques.

Les Israéliens se divisent donc autour de la conception même de l'Etat hébreu. Les premiers, essentiellement laïcs, estiment que la religion doit relever de la sphère privée et mettent en avant le principe de liberté. Les seconds, regroupés sous l'appellation de fondamentalistes, réclament un Etat fonctionnant selon les lois religieuses. Ils contestent, à ce titre, la nature même de l'Etat et s'engagent dans un processus de sacralisation d'Israël. Considérant la politique comme un moyen de renforcement des statuts et des avantages ainsi qu'un outil de propagation des idées et non comme une fin en soi, ils font preuve d'un clientélisme avisé, faisant et défaisant les gouvernements au gré des alliances de circonstances. Développant une contre-culture, ils disposent d'une organisation très efficace et de nombreux relais dans toutes les classes de la société. En ce sens, ils constituent un facteur de déstabilisation du pays.

A cet égard, un écrivain israélien, Y Hadaya, a dessiné l'image que pourrait avoir Israël à l'issue du scrutin législatif de 2004 dans son livre Haaretz. Forts de leurs victoires aux élections, les partis religieux Ultra-orthodoxes imposeraient leurs lois et coutumes, et on envisagerait, afin que les non-religieux puissent continuer à vivre en Israël, de créer une

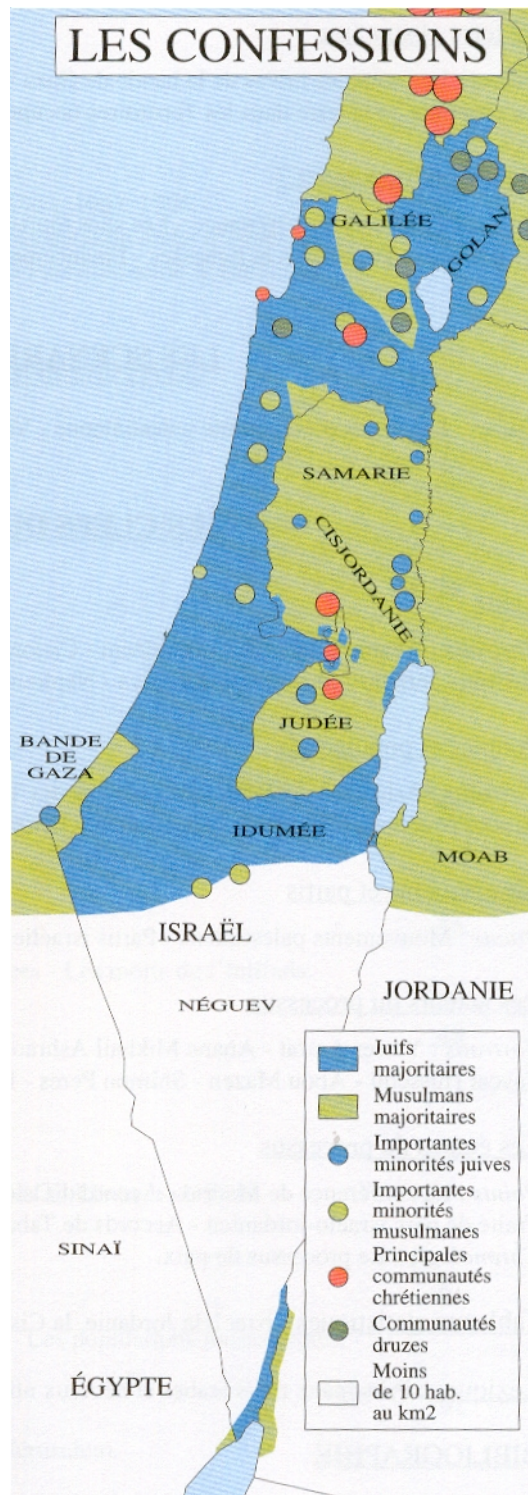
« autonomie laïque ». Poursuivant son raisonnement, il envisage la création de deux Etats, non pas l'un israélien et l'autre palestinien mais plutôt un Etat laïc et l'autre religieux. Si certains sourient à cette éventualité, d'autres la considèrent, avec le plus grand sérieux.

Scénario utopiste ou visionnaire ?

Laissons aux israéliens le soin de répondre à cette question et de relever, ensemble, ce nouveau défi.

Annexe 1

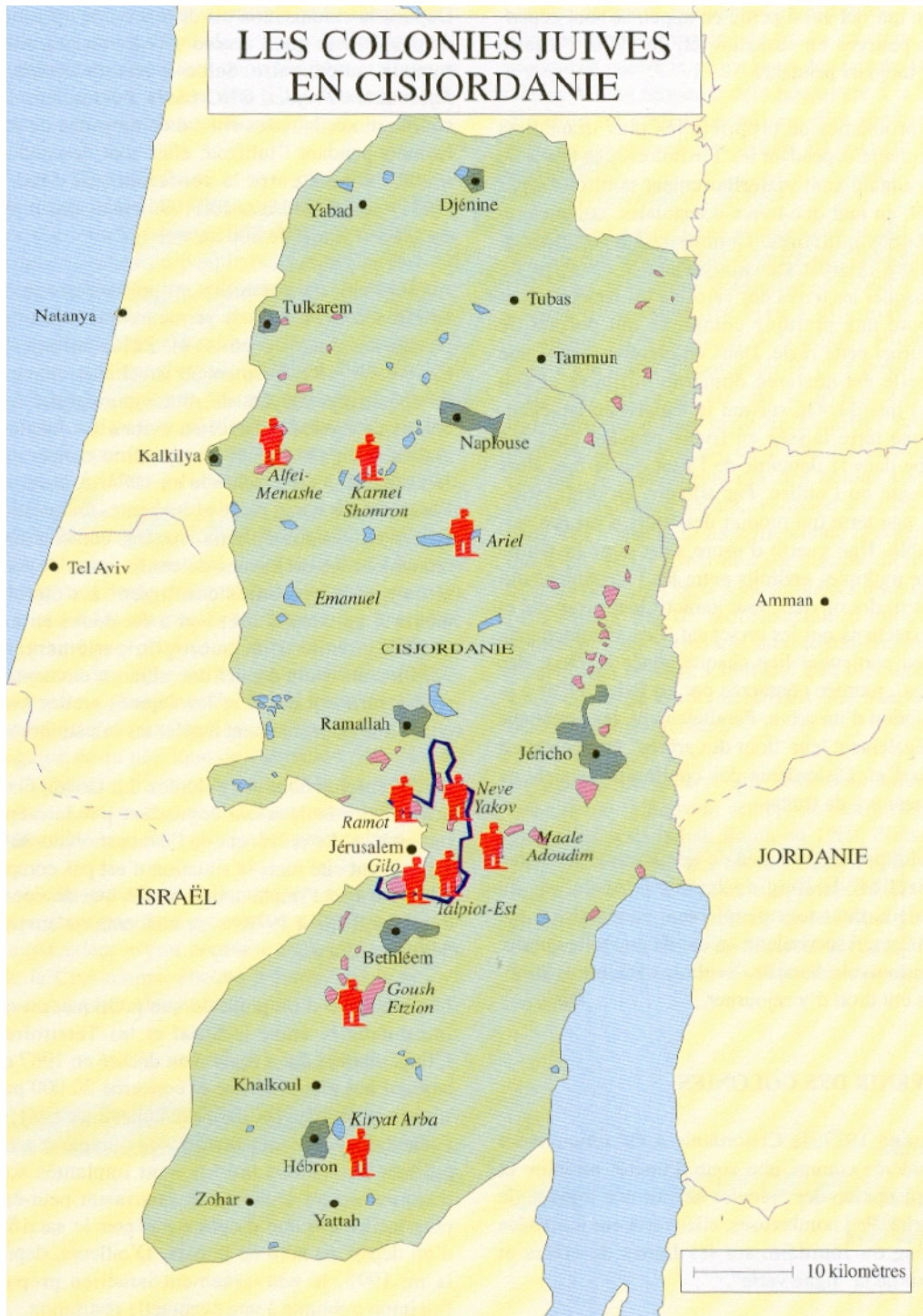
Les confessions en Israël⁵²



⁵² Lemarchand. Atlas prospectif 1996

Annexe 2

Les colonies juives en Cisjordanie



Annexe 3

Les colonies juives dans la bande de Gaza



Annexe 4

Population et société en Israël⁵³

Démographie

En 1995, la population d'Israël était estimée à 5,5 millions d'habitants, soit une densité moyenne de 264,8 habitants au kilomètre carré. La population d'Israël s'est accrue de 3,8 p. 100 par an sur la période 1990-1995. Sur la même période, la mortalité infantile était de 9 p. 1 000!; l'espérance de vie à la naissance était de soixante-seize ans.

83 p. 100 des Israéliens, habitants d'Israël bénéficiant de la citoyenneté, sont des **Juifs**. 17 p. 100 sont des **Arabes**. La population juive a considérablement augmenté depuis l'établissement d'un foyer national juif en Palestine. En 1918, elle était de 56 000 personnes. En 1993, elle s'élevait à 4,335 millions. Cet accroissement est essentiellement dû aux vagues d'immigration successives. Jusqu'à la création de l'État d'Israël, les immigrants venaient principalement d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. Ces Juifs **ashkénazes**, fuyant les pogroms et l'**antisémitisme**, plus tard l'Allemagne nazie, rescapés de la **Shoah**, se considèrent comme les bâtisseurs d'Israël. Ils accueillirent avec difficulté, parfois avec hostilité, les Juifs séfarades, originaires des pays méditerranéens, qui immigrèrent en plus grand nombre après la création d'Israël et jusqu'à la **guerre des Six Jours**, à la suite des indépendances en Afrique du Nord, et alors que les pays arabes étaient en guerre avec l'État hébreu. Dans les années 1970, puis après l'effondrement du communisme, de nombreux Juifs soviétiques s'établirent en Israël. Le pays a également accueilli des Juifs et des Juifs d'**Éthiopie (Falashas)**. Aujourd'hui, plus de la moitié des Juifs israéliens sont nés dans le pays — on les appelle les Sabras — de parents originaires de plus de cent pays différents.

La population des Arabes israéliens, établie principalement en Galilée et dans le Triangle (Umm el-Fahm), était de 700 000 personnes en 1993. Ces chiffres ne prennent pas en compte les habitants arabes de Jérusalem-Est, qui ont refusé la citoyenneté israélienne, n'acceptant pas l'annexion de cette partie de la ville. Quelque 30 000 **Bédouins** vivent dans le Néguev. Environ 85 000 **druzes**, mieux intégrés à la société israélienne, habitent le mont Carmel et le Golan.⁵⁴

Gouvernement et vie politique

Institutions

Le régime politique de l'État d'Israël est un régime parlementaire au sein duquel l'essentiel du pouvoir exécutif appartient au Premier ministre. Le pays ne possède pas de **Constitution** écrite : ce sont les lois adoptées par le Parlement qui règlent le fonctionnement du gouvernement.

Le président d'Israël est élu par le Parlement pour une durée de cinq ans. Son pouvoir est essentiellement représentatif. Le principal organe exécutif est formé d'un gouvernement de 25 ministres présidé par un Premier ministre, élu au suffrage direct selon un mode majoritaire depuis 1996.

⁵³ Encarta 1998

Le Parlement israélien ou la Knesset est une chambre unique de 120 membres élus pour quatre ans selon un mode de scrutin proportionnel, ce qui favorise les petits partis. Tous les citoyens peuvent voter dès l'âge de dix-huit ans.

Partis politiques

Deux formations dominent la vie politique en Israël : d'une part, le Likoud, parti conservateur formé en 1973 par la fusion de plusieurs mouvements, dont le Gahal, et le parti du Centre libre!; d'autre part, le Parti travailliste constitué en 1968 par le regroupement des partis Mapai (socialiste), Rafi et Achdut Ha'avoda. Ces deux partis ont dominé alternativement la vie politique israélienne jusqu'en mai 1996. À cette date, les élections législatives ont été marquées par l'extrême dispersion des votes, le Likoud et le Parti travailliste obtenant respectivement 35 et 31 sièges. Neuf mouvements se sont réparti les sièges restants. Le Shas, parti ultra-orthodoxe à dominante séfarade et le Parti national religieux, parti ultra-orthodoxe et favorable à un Grand Israël, à droite et le Meretz, rassemblant la gauche pacifiste et laïque, ont chacun obtenu une dizaine de sièges.⁵⁵

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- Bauer, J : Les Juifs hassidiques. Presses universitaires de France. 1994.
Chauprade, A : Géopolitique : Constantes et changements dans l'histoire. Ellipse 2001.
Hayoun, M-R : le judaïsme moderne. Presses universitaires de France. 1989.
Krausz, E : The religious factor in jewish identification. 1977.
Lemarchand, P : Israël, Palestine demain : atlas prospectif. Complexe 1996.
Lowy, M : Judaïsme et politique. Sciences sociales des religions. 1999.

Mémoires :

- Durteste, T : Politique intérieure de l'Etat d'Israël. 2002.
Meinl, M : Les religions et le conflit israélo-palestinien. 2001.
Guillou, Y-M : La religion, facteur fondamental du conflit israélo-palestinien ? 2001.

Articles :

- Armstrong, K : Fundamentalism in Judaism, Christianity and Islam. 2001.
Attias, J-C : Israël, la tentation ultra-orthodoxe. L'histoire n°224.
Awwad, E : Jérusalem et le règlement de la question palestinienne Défense nationale 1995.
Algazy, J ; Vidal, D : Une société qui se déchire. Le monde diplomatique 2000.
Dieckhoff, A : Les visages du fondamentalisme juif en Israël 1999.
Dieckhoff, A : Israël, une nation plurielle. Les cahiers de l'Orient 1999.
Dieckhoff, A : Les trois défis d'Israël. Politique internationale 2000.
Greilsammer, I : Laïcs et religieux en Israël. Les cahiers de l'Orient 1999.
Ramonet, I : Proche-Orient, rebâtir la paix. Le monde diplomatique 2000.
Rosenblum, J : Orthodox as Israel's secret weapon. 2001.
Shahak, I : Jewish fundamentalism in Israel. 1999.
Schnatter, M : En Israël, l'enjeu Sépharade. Le monde diplomatique 1999.
Silberstein, L : Jewish fundamentalism in comparative perspective : religion, ideology and the crisis of modernity 1993.

Sites Internet :

www.amb-israel.fr

www.courrier-international.com

www.israel-mfa.gov

www.us-israel.org

www.monde-diplomatique.fr

www.jewishmediaresources.com

helios.univ.it

news.bbc.co.uk

Table des matières

Sommaire.....	2
Introduction.....	3
1 La conception du monde du fondamentalisme juif.....	5
1.1 Le cadre géopolitique et religieux.....	5
1.1.1 Une société cosmopolite.....	5
1.1.2 Quelques définitions.....	7
1.1.3 Les racines historiques du fondamentalisme Juif.....	9
1.1.4 Le fondamentalisme moderne.....	12
1.1.5 La position du sionisme religieux	13
1.2 Les différentes expressions du fondamentalisme Juif.....	15
1.2.1 Le fondamentalisme Kahane	15
1.2.2 Le fondamentalisme Haredi	15
1.2.3 Le fondamentalisme Emuniste.....	16
1.2.4 Les partis fondamentalistes.....	19
2 L'influence du fondamentalisme en Israël	20
2.1 Sur le plan politique	21
2.1.1 Le fondamentalisme et la démocratie.....	21
2.1.2 Le débat sur la nature même de l'Etat.....	22
2.1.3 La sacralisation d'Israël.....	24
2.1.4 La politique : un outil du prosélytisme fondamentaliste.....	25
2.1.5 L'arme du bulletin de vote.....	27
2.2 Sur le plan social et culturel	28
2.2.1 La constitution d'une contre-société	28
2.2.2 Une organisation efficace	30
2.2.3 Un facteur de déstabilisation.....	32
Conclusion.....	36
Annexes.....	37
Bibliographie.....	42